# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 22 AVRIL 1886. 59me Année



**Dufour & Donnet.**
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

**NOUVELLE-ORLEANS.**
JEUDI 22 AVRIL 1886.

**PRIX DE L'ABONNEMENT.**

**ÉDITION QUOTIDIENNE.**

| | |
|---|---|
| Un an | $12 00 |
| Six mois | 6 00 |
| Trois mois | 3 00 |
| Un mois | 1 00 |

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

**ÉDITION DU DIMANCHE.**

| | |
|---|---|
| Un an | $2 00 |

Renferme deux feuilletons.

**ÉDITION HEBDOMADAIRE.**

| | |
|---|---|
| Un an | $3 00 |
| Six mois | 1 50 |
| Quatre mois | 1 00 |
| Trois mois | 75 |

Renferme deux feuilletons.


☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

**VENTES DE CE JOUR.**

Par Jas. P. Guinault, sur l'habitation Allard, en face du bayou St-Jean, une vacherie.

Par B. Onorato, au coin Carondelet et Claiborne, meubles et effets.

Par Hy Stern & Co., à leur salle d'encan bottes, souliers et brodequins.

## Enseignement industriel--Le travail manuel dans les écoles publiques.

La question de l'enseignement professionnel fait, tous les jours, de nouveaux progrès dans l'opinion aux Etats-Unis; on l'agite plus que jamais à New-York, où la réforme est à la veille de passer du domaine de la discussion dans celui des faits. Nous ne saurions assez féliciter le peuple américain d'entrer dans cette voie; il est même étonnant qu'avec son sens éminemment pratique, il ait tant tardé à adopter un système d'éducation dont le plus grossier bon sens indique la nécessité.

Nous ne voulons pas dire que ce genre d'enseignement, au double point de vue théorique et pratique, fasse complètement défaut dans notre pays; on y trouve, au contraire, d'excellentes écoles professionnelles; quelques-unes, au Nord, à l'Ouest, dans la Nouvelle-Angleterre, et, spécialement, dans le Massachusetts sont très remarquables. C'est de là que sortent la foule d'habiles ingénieurs civils, de mécaniciens, qui se répandent dans les différents Etats de l'Union et vont y prendre la direction des travaux dans les usines et les fabriques. Mais ce sont des institutions spéciales où tout le monde ne peut pénétrer, parce que l'enseignement y coûte cher et que les parents, en général, n'ont pas les moyens d'y envoyer leurs enfants pendant plusieurs années. Cet enseignement, du reste, ne peut profiter qu'au petit nombre; il donne accès à des positions sociales tout à fait exceptionnelles. Sous ce rapport, il y a très peu de chose à faire, et nous devons ajouter que les écoles professionnelles américaines sont très bien entendues, très bien dirigées, et qu'au point de vue de la pratique, elles battent souvent celles de certaines contrées de la vieille Europe, où l'on sacrifie trop à la théorie. On rencontre souvent, au delà de l'Atlantique, des sujets distingués qui, au sortir de ces établissements, presque toujours dirigés par de véritables savants, sont obligés de faire un stage pour acquérir la triture du métier qu'ils ont à exercer.

Ce n'est donc pas là qu'il est urgent d'apporter la réforme, mais dans les écoles publiques, accessibles à tous, entretenues par les Etats et les municipalités en vue de tous, riches et pauvres—pauvres surtout—sans aucune distinction de classe ou d'origine.

D'où sort l'enfant des écoles publiques? de la masse des populations, du peuple proprement dit. A quoi est-il destiné? aux métiers les plus ordinaires de la vie, aux métiers dits manuels. L'école gratuite ne fait pas de ministres de la religion, d'avocats, de docteurs, d'ingénieurs; il faut, pour exercer ces professions, des études spéciales dont ni la ville, ni la paroisse ou le comté, ni le gouvernement ne se chargent; ils n'y sont pas obligés. S'ils veulent bien s'en occuper, c'est en exigeant, des parents, une certaine rétribution, en retour des connaissances particulières qu'ils dispensent aux enfants. Il peut leur arriver d'introduire la gratuité dans l'instruction spéciale, mais c'est dans le but d'élever le niveau de l'art, de la science ou de l'empêcher de baisser; dans ce cas, ils demandent aux élèves des aptitudes au dessus de l'ordinaire, et l'admission n'a lieu qu'au concours.

Tout cela, c'est l'exception. Or, l'école gratuite est ou doit être ouverte à tous, petits et grands, riches ou pauvres d'esprit, mais, tous, ayant au égal besoin de gagner leur vie et, tous, devant posséder un métier qui leur permette de la gagner honorablement. Si, faits de ressources pécuniaires ou intellectuelles, ils ne peuvent exercer une profession libérale, ils sont obligés d'avoir un métier manuel. Il faut qu'ils manient quelque chose; si ce n'est la parole, la lancette, la machine ou le pinceau, ce sera le marteau, le rabot, la pioche, le tour, l'aiguille, l'alène, la machine à coudre. Les enfants qui fréquentent l'école publique sont de futurs menuisiers ou charpentiers, de futurs chaudronniers ou ferblantiers, de futurs tailleurs ou cordonniers. Il faut donc qu'ils se préparé à le devenir, ou bien elle manque son but, et comment y réussira-t-elle, si elle ne leur met pas entre les mains les instruments, les outils dont on se sert dans ces différents métiers?

Que résulte-t-il du système présent? L'enfant, ou, plutôt, le jeune homme, quitte les bancs, incapable de quoi que ce soit, ne sachant que faire de ses dix doigts, n'ayant même jamais essayé ses aptitudes. Il n'a là-dessus que des idées vagues, des penchants incertains qui se fussent probablement modifiés à l'épreuve, sur les bancs, s'il en avait eu l'occasion

Le voilà obligé de se jeter, au hasard, dans un genre de travail qui ne convient pas, mais qu'il lui faut subir, attendu qu'il est trop tard pour faire son choix. Il entre dans un atelier où il va travailler longtemps, pour rien, et faire un apprentissage qui, souvent, ne transforme en une aptitude. Ainsi, il perd deux, trois, quatre ans d'un salaire dont il a, lui, et avec lui ses parents, le plus grand besoin.

Nous entendons dire que l'apprentissage n'existe pas en Amérique. Tant pis, peut-être; car il a une durée à peu près fixe, comme de tout le monde. Avec tous ses défauts, il est préférable aux engagements qui se font, ici, à des salaires ridiculement bas et se prolongent presque toujours jusqu'à vingt-quatre ou vingt-cinq ans? Il faut au jeune artisan une longue série d'années pour gagner le salaire presque indispensable à son entretien. On s'accommode assez volontiers d'un semblable régime; il permet de s'entourer de novices, d'apprentis, qui coûtent fort peu. Si la besogne en souffre, il est toujours facile de remplacer la qualité des travailleurs par la quantité. Ce n'est pas le moyen d'élever le niveau de l'industrie, mais peu importe pourvu qu'on fasse ses affaires. N'est-il pas loisible, d'ailleurs, de se procurer quelques habiles ouvriers pour les ouvrages fins? Voilà comment non seulement le novice souffre, mais de bons ouvriers sont sans emploi.

Il serait si facile d'échapper à toutes ces misères, en établissant des ateliers dans les écoles! L'élève en sortirait, sinon très fort, au moins initié aux secrets du métier, à même, dès le premier jour, de se rendre utile et de gagner un salaire convenable.

Qui n'a admiré, l'an dernier, à notre Exposition Universelle, la magnifique exhibition scolaire qu'y avait envoyée le ministre de l'Instruction Publique de France. Il y avait, surtout, dans la section des Ecoles publiques de Paris, une foule de petits chefs-d'œuvre sortis des mains d'enfants d'ouvriers, appelés à devenir des ouvriers. Ces enfants avaient travaillé sous une direction habile, ayant sous les yeux des modèles d'une rare perfection. Comment s'étonner qu'on rencontre, en ce pays, tant de véritables artistes sous la blouse du simple artisan?

Nous ne pouvons nourrir autant d'ambition ni nous élever, pour le moment, à un pareil niveau, mais il nous est possible de marcher sur les traces de grandes villes, telles que New York et donner à nos élèves une instruction professionnelle convenable. Il nous faut, avant tout, éveiller chez les enfants les goûts industriels, leur faire aimer les travaux manuels. C'est précisément ce qui manque chez nous, et nous n'arriverons à l'amélioration qu'au moyen de l'école. Les habitudes prises dès la première jeunesse grandiront avec l'âge, et nous réussirons, bientôt, à former une nombreuse classe de bons travailleurs, d'artisans sérieux, qui produiront, au lieu d'une foule d'employés qui se font une concurrence déplorable et se nuisent, sans être d'une grande utilité à la communauté, sans contribuer à grossir le chiffre de ses affaires.

## Lettres de Paris.

(Du correspondant particulier de l'ABEILLE)

Paris, 6 avril 1886.

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT.

Ce n'est pas de la proposition déposée, récemment, par M. Michelin sur le bureau de la Chambre des députés, que je compte vous parler. Quoique cette proposition tendant à effectuer la séparation de l'Eglise et de l'Etat ait pour rapporteur M. Rivet, qui conclurera à la prise en considération, elle n'a aucune chance d'être adoptée. Les esprits les moins clairvoyants de la majorité reconnaissent très bien que cette mesure inexécutable sous le rapport social serait inopportune, dangereuse même, sous le rapport politique.

Le cardinal Gibbert, archevêque de Paris, vient d'adresser au Président Grévy une lettre sur la situation respective de l'Eglise et de l'Etat, qui a eu un grand retentissement. Vos lecteurs connaissent déjà ce remarquable document, empreint de l'esprit de mansuétude éclairée qui caractérise le vénérable prélat. Ils connaissent aussi les faits qui ont motivé cette communication du haut dignitaire ecclésiastique au premier magistrat de la République: l'esprit de persécution et d'intolérance qui a éclaté dans maints actes du ministre des cultes, M. Goblet, à l'égard des prêtres accusés d'avoir montré des préférences politiques pendant la dernière lutte électorale.

Cette situation peut se définir en deux mots: Nous vous poursuivons, disent les ministres, parce que vous, prêtres, vous êtes nos ennemis et ceux de la République; à quoi les ecclésiastiques répondent: Nous ne sommes contre vous que parce que vous êtes nos persécuteurs et ceux de la religion. Ainsi engagée, la conversation peut durer longtemps. C'est pour amener une détente des deux côtés que l'archevêque de Paris s'est adressé au Président Grévy. Quel effet produiront à l'Elysée les doléances exposées d'une façon si calme et si juste par l'éminent cardinal? Telle est la question que l'on cherche déjà à résoudre.

Le prélat s'est adressé à la haute influence morale du Président, influence que son irresponsabilité constitutionnelle laisse intacte. M. Jules Grévy n'a jamais montré d'hostilité personnelle à l'Eglise, et il atteint aujourd'hui un âge où les questions religieuses ne rencontrent plus guère d'indifférents. Les électeurs de l'extrême-gauche n'ont pu réprimer un frémissement de sourcil lorsque la pompe religieuse qui a entouré l'an dernier, le baptême de sa petite-fille. Le tempérament du premier magistrat le rend enclin à la conciliation, et malgré ses velléités d'effacement volontaire il ne pourra s'empêcher d'accorder une attention profonde à la lettre éloquente de Mgr Guibert.

Déjà, l'entourage de M. Grévy a essayé de répondre pour lui par une note dont l'effet n'est pas heureux, car elle accuse et souligne l'état de perplexité que le document en question a créé dans l'esprit du Président de la République. Vous savez, sans doute, que le principal journal officieux de France et de Navarre n'est autre que l'*Agence Havas*, institution d'un caractère privé, dit-on. Cette agence, qui alimente les journaux français d'informations télégraphiques, correspond pour eux à ce qu'est pour vous la *Press Association*; or l'*Agence Havas* a fait circuler une note ainsi conçue:

Dans la dernière réunion du conseil des ministres, le Président de la République a déclaré n'avoir pas reçu la lettre du cardinal archevêque de Paris.

à quoi maints journaux ont répondu ceci:

Cette assertion de l'*Agence Havas* est nécessairement inexacte, car la lettre de Son Eminence a été portée à l'Elysée par une personne de l'archevêché, dès jeudi, entre quatre et cinq heures de l'après-midi.

Reçue ou pas reçue, la communication existe puisqu'elle est publique, et l'on ne pouvait déclarer, avec moins d'adresse, que le Président a été touché, trop touché par l'exposé des considérations qui marquent cet appel à la pacification religieuse, pacification dont la sagesse de M. Grévy ne peut méconnaître l'urgente nécessité.

LA LEÇON BELGE.

Aujourd'hui que tout est rentré dans l'ordre en Belgique, il est intéressant de rappeler, ne fut-ce que par opposition avec ce qui se passe en France, comment se sont comportés les trois pouvoirs: Gouvernement, Parlement et Presse.

On a vu en Belgique beaucoup d'énergie dans la répression: un général brayant, dispersant l'émeute au nom de la loi, sans cruautés inutiles, comme sans transactions compromettantes; pas seulement pas ses prisonniers, comme l'ont fait jadis chez nous des généraux affolés, mais les livrant à la justice ordinaire qui n'a faibli ni devant leur arrogance ni devant leur nombre. Voilà pour le gouvernement!

A la Chambre, le langage du premier ministre, M. Beernaert, a été aussi loin de la timidité que de la violence. Le ferme sentiment du droit fit maintenir à égale distance des réprimandes stériles et des concessions dangereuses. Avec un grand calme et une parfaite possession de soi, il a reconnu aux manifestations et aux revendications ouvrières une certaine liberté légale qu'il ne prétend pas entraver, mais en même temps, il s'est déclaré résolu à réprimer, énergiquement, tout abus, toute espèce de tentative en dehors de la loi.

Et, à côté de lui, de quoi s'est plainte l'opposition par l'organe de son chef, M. Frère-Orban? Non pas de la répression elle-même ni d'un excès de rigueur qu'on y aurait apporté, mais, au contraire, de la lenteur qu'on y a mise et du sac des propriétés qu'on eût pu éviter par une intervention plus prompte. M. Frère-Orban a enchéri sur les défiances ministérielles et n'a reproché au chef du cabinet que de n'avoir pas défendu assez efficacement la société. Voilà pour le Parlement!

Quant à la Presse belge, elle a fait preuve, pendant tout le cours de la crise, de la plus parfaite modération et du plus parfait sang-froid, n'exagérant rien, démentant les fausses nouvelles au lieu de les propager, s'appliquant à ne point créer d'embarras au gouvernement et surtout à ne pas encourager l'émeute.

Un seul journal, la *Réforme*, de Bruxelles, a témoigné quelque sympathie aux insurgés, sans leur épargner son blâme pour les excès commis, sans dissimuler l'horreur que lui inspirait un brigandage. Voilà pour les journaux!

Est-il nécessaire de rappeler qu'en France, au contraire, on a vu le chef de l'armée déclarer, par défaillance devant certains tapageurs radicaux, que les soldats n'étaient à Decazeville que pour partager leur soupe avec les grévistes? Dans le parlement, on a vu l'émeute, le meurtre même glorifiés par un député étonnant. L'assassinat devenant un acte de justice, puis des législateurs se faisant commis-voyageurs en grèves, allant attiser le feu et pousser à la guerre sociale. Quant aux journaux, quelques-uns, comme le *Cri du Peuple* semblent écrits avec de la dynamite et du phosphore tant les fureurs.

Le spectacle attristant de ce qui se passe, depuis bientôt trois mois, à Decazeville, a fini par épuiser la longanimité de la magistrature républicaine et le parquet s'est enfin décidé à un acte d'énergie.

LES DEUX MARTYRS.

Dimanche matin, on a procédé à l'arrestation de deux émeutiers amateurs, les citoyens Duc-Quercy du *Cri du peuple* et Ernest Roche de l'*Intransigeant*, qui, sous prétexte de reportage à Decazeville, ont, dans maintes réunions publiques, excité les malheureux mineurs du bassin houiller de l'Aveyron, non seulement à la continuation de la grève qui désole cette région, mais aussi à imiter leurs frères belges de Charleroi et à poursuivre "la chasse au watrin."

Ces deux artisans en révolution ont été arrêtés à 7 heures du matin, par un piquet de gendarmerie, escorté d'une cinquantaine de dragons. Et cet appareil militaire a un peu désillusionné les mineurs qui se figuraient que les messieurs venus de Paris, ces *mini dominici* de l'émeute, avaient presque un caractère officiel. Les deux journalistes ont traversé Decazeville, les menottes aux mains, et accomplés par une chaîne comme des malfaiteurs du droit commun.

Cet excès de rigueur a fourni un thème facile aux déclamations des journaux intransigeants, qui ripostent par des articles fulminants sous la rubrique *quand même!* Mais il semble que dans les sphères gouvernementales on soit résolu à clore l'ère de la condescendance envers des agitateurs qui se jouent de l'ignorance et des illusions l'une population ouvrière que leur propos ont exaltée.

Grâce à la liberté laissée, jusqu'à ce jour, à la propagande grévicole de MM. Basly, Camélinat, Duc-Quercy et consorts, la grève de Fermy est venue se greffer sur celle de Decazeville, c'est à dire qu'en outre des charbonnages, toutes les usines métallurgiques du pays sont fermées et quinze cents ouvriers de plus se trouvent sur le pavé.

Les poursuites exercées contre les deux inculpés sont basées sur l'article 414 du code pénal, pour atteindre à la liberté du travail. MM. Basly et Camélinat, qui continuent leur campagne, étant députés de Paris, se trouvent couverts par l'immunité parlementaire. Mais en outre qu'on discute, en haut lieu, la question de demander à la Chambre la permission de les poursuivre, les journaux ministériels rappellent, ce matin, qu'en cas de flagrant délit cette immunité peut cesser de les couvrir. Il y a donc gros à parier que les fomenteurs de troubles, à qui incombe la responsabilité de la prolongation de la misère et du désordre, pourront se trouver forcément isolés de la région qu'ils font de leur mieux pour ruiner à tout jamais.

Il n'est pas inutile de vous rappeler qu'il y aura une élection législative à Paris le 2 mai en remplacement de M. Rochefort. La clientèle du *Cri du peuple* et des journaux du même calibre se comptera sur le nom du citoyen Duc-Quercy qui, dans un certain milieu, est déjà sacré victime. La minorité toute infime que cette manifestation réunira, sera un avertissement pour le citoyen Basly, élu député de Paris, dans le tas, au 18 octobre, et qui fait un si étrange usage de son mandat législatif.

J. MICHEL.

## LOUISIANE.

Le *Bulletin*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 17 avril:

On a semé beaucoup de coton, cette année.

—Pendant toute soirée et toute la nuit de mardi, il a tombé de l'eau dans notre paroisse, à ce point que l'on en est à craindre une inondation. Dans quelques jours, nous saurons à quoi nous en tenir, mais nous espérons qu'aucun accident fâcheux ne surviendra.

Nous venons d'apprendre que le pêche, cette semaine. Il a été impossible à nos planteurs de faire leurs semailles. On craint également que les eaux ne puissent s'écouler assez vite par la riviere, et que les rives ne soient envahies.

—Ayant été nommé greffier de la Cour de District de cette paroisse, nous nous trouvons dans l'impossibilité de continuer tout notre temps à la rédaction de notre journal; nous nous sommes donc adjoint M. A. D. Lafargue, dont on connaît l'expérience et l'habileté. Il ne faut oublier que nous tirons la plus de 600 exemplaires. Le nombre de nos souscripteurs dépasse ce chiffre. Notre nouvelle rédaction nous permet de donner plus d'intérêt à notre feuille, qui, bien entendu, ne change pas de ligne politique.

Le *Review*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 17 avril:

La récolte de maïs a un excellent aspect, en égard aux temps froids qui se sont succédé avec tant de ténacité; il y a retard, mais le plant est en excellent état.

—Le *Yazoo Valley* est arrivé à son quai, mardi soir, deux jours après le temps voulu. Il avait un énorme chargement.

—Le *Mary Fisher* a fait sa première tournée jusqu'au Bayou des Glaises, cette semaine. Le Bayou monte toujours.

—Les temps froids de mars et d'avril n'ont pas endommagé nos arbres fruitiers, et la récolte, sous ce rapport, promet d'être abondante.

—La paroisse Pointe-Coupée a donné à l'hon. E. J. Joffrion, candidat au sénat de la Louisiane, 449 voix—ce qui, avec celles qu'il a reçues dans la nôtre, lui fait un total de 1460. Il est donc élu sénateur de notre district. Nous ne pouvons qu'approuver ce choix. M. Joffrion saura défendre énergiquement les intérêts de ses commettants des deux paroisses.

Le *Herald*, Hahnville, paroisse St. Charles, du 17 avril:

Le chemin de fer de la Vallée du Mississippi a commencé ses trains d'excursion de la Nouvelle-Orléans à Bâton Rouge, dimanche dernier.

—Nous avons eu une très forte ondée, jeudi dernier, au soir; il a fallu arrêter les travaux des champs et des jardins, une fois de plus.

—Bon nombre de vaches appartenant aux habitants de notre village ont été conduites au fourrière, au commencement de cette semaine. Les propriétaires en ont été très alarmés. Un habitant du troisième ward a protesté, en déclarant que le syndic du deuxième ward monait ses vaches en dehors de la ligne indiquée par la loi. Pourquoi ce privilège?

—Les anxiétés sur l'effet que produiront les pluies continuelles sur le plant et les souches de cannes ne sont que trop justifiées, surtout après les froids intenses auxquels les jeunes pousses ont été exposées et qui redoublent le danger, car nous avons à redouter de hautes eaux et peut être quelque crevasse.

En vérité, l'avenir n'a jamais été aussi triste pour nos planteurs.

Il est vrai que, souvent, ils en sont quittes pour la peur, mais, aujourd'hui, le danger n'est que trop évident.

Au lieu de nous lamenter, nous devrions nous entendre et nous protéger mutuellement. Il y a des machines à dessécher qui peuvent rendre de grands services, en temps d'inondation, quand les levées sont solides. Il nous faut inspecter les tranchées faites au fleuve et veiller à ce qu'elles soient bien bouchées.

Les ingénieurs d'Etat déclarent que les levées sont solides et, cependant, les travaux qu'on est constamment obligé d'y faire témoignent assez de leur faiblesse.

Une commission nous arrive à notre malheur. Le comité des rivières et des ports, du Congrès, a introduit nos levées dans son projet de loi d'allocation, et il est à présumer que l'on travaillera à nous donner, enfin, un peu de sécurité.

Le *Democrat*, Donaldsonville, paroisse Ascension, du 17 avril:

Au point de vue de la température, le temps de la semaine qui vient de s'écouler a été excellent. Nous ne pouvions désirer mieux, mais il y a eu aussi beaucoup trop de pluie, et les travaux des champs en ont été considérablement retardés.

—En général, les planteurs ont beaucoup plus de confiance dans l'avenir de la récolte qu'il y a deux ou trois semaines. Les souches commencent à pousser en quantité suffisante et ont un bon aspect. Quant au plant, bien que tardif, il semble bien venir et les sillons sont très visibles sur le sol.

M. R. T. Harison, jeune, le directeur des travaux de Peytavin, annonce que les souches, sur les terres noires, donnent très bien. Sur les sols sablonneux et plus légers, les apparences ne sont pas aussi belles, mais tout nous permet d'espérer une récolte convenable.

M. Wilson, de Palo Alto, est de la même opinion. D'autres montrent moins de confiance. M. Teller affirme que l'on ne fera même pas une demi-récolte.

De la rive Est, nous n'ayons que des rapports favorables; là, les indices sont très encourageants; on compte sur une bonne récolte de maïs. Encore une ou deux semaines de bon temps, et nos champs de cannes seront superbes.

L'*Item*, Jeanerette, paroisse Ibérie, du 17 avril:

Nos deux scieries fonctionnent maintenant. Elles ont reçu une grande quantité de bois et elles resteront, probablement, tout l'été en activité.

—M. J. A. Provost nous afait, cette semaine, un très beau chemin. Nous n'en avons pas de pareil dans toute la paroisse, et nos inspecteurs n'ont pu que le féliciter et le remercier. M. Monnat fait aussi une très bonne besogne.

—Notre manufacture de glace marche très-bien. M. Moresi fabrique en gros. Son établissement bat tous ceux qui existent sur le Teche, au point de vue de la qualité comme de la quantité, et les prix sont extrêmement bas.

Le *Times*, Houma, paroisse Terrebonne, du 17 avril:

Les rapports que nous recevons indiquent que les souches ont été plus ou moins endommagées par les froids de l'hiver. Le plant est en excellent état, et il fait rapidement son apparition au-dessus du sol. Tout, jusqu'ici, indique que la canne, le riz et le maïs rendront bien dans notre paroisse.

—Nos planteurs se plaignent de la pluie, qui interrompt, à chaque instant, les travaux des champs. Il est tombé énormément d'eau, jeudi soir et vendredi matin; le terrain en a été saturé; les bayous et les ruisseaux étaient remplis.

Le *Méridional*, Abbeville, paroisse Vermilliou, du 17 avril:

Le steamer *Pauline* était dans notre bayou, cette semaine; il avait un fort chargement de bois pour plusieurs de nos habitants.

—On nous assure qu'Abbeville va avoir deux briqueteries—ce qui fera baisser les prix de ce produit.

—M. Evariste Conner, inspecteur des chemins du quatrième "ward", a réparé celui qui va du pont jusqu'à la Coulée Kinney. Encore quelques autres réparations peu importantes, et nous aurons un chemin de premier ordre.

—Il y a, malheureusement, trop de pluie en ce moment, et les travaux de la campagne en sont retardés. Le nouveau coton qui avait commencé à pousser, a été arrêté par les derniers froids. Le maïs se comporte bien.

—M. Edouard Badon vient de faire une fort belle levée à l'extrémité Ouest du pont de la Coulée Kinney. Le travail est celui de M. Evariste Conner et mérite tous les éloges.

Le *Weekly Observer*, Pointe à la Hache, paroisse Plaquemine, du 17 avril:

Les planteurs se préparent à semer le riz, la semaine prochaine. Le temps est propice.

—Nous voici en plein printemps; il est à espérer que les froids ont tout à fait disparu.

—Nos orangers ont un triste aspect, les feuilles ont peu de vie et l'on n'aperçoit nulle part les bourgeons qui doivent, plus tard, se développer en oranges.

—Le fleuve monte toujours, avec une alarmante rapidité. Les citoyens de notre paroisse commencent à redouter quelque crevasse—fruit de la négligence—si la crue ne s'arrête pas. Que ceux qui ont quelques réparations à faire aux levées, se hâtent. Tout délai devient dangereux dans la situation. Trop de confiance est toujours nuisible.

—Nos habitants apprendront, sans nul doute, avec plaisir, ce qui suit: Un agronome expérimenté vient de découvrir que pour purifier le sol, il n'y a rien de tel que la bonne chaux fraiche. Elle détruit les germes des maladies qui affectent les plantes, ainsi qu'un grand nombre d'insectes qui se repaissent des plantes les plus tendres. Elle rafraîchit les vieilles terres sâtiés et active les éléments de la croissance végétale tenus insolubles dans les sols improductifs—de façon que la végétation puisse en profiter et se les assimiler.

—Depuis que la machine à laver: La "Little Wonder" est vendue dans notre paroisse, un symptôme de malaise et de sombres appréhensions se manifestent dans le rang des blanchisseuses. Elles se forment en groupes, et là, les débats plus orageux succèdent aux tièdes discussions. Elles jurent sur les cendres de leurs ancêtres une guerre à outrance au Yankee, du cerveau duquel a jaili l'étincelle du génie, qui révolutionne la masse, au détriment de celles qui se livrent au lavage au frottoir et à la lessive concentrée.

—Décédée, à St. Martinville à l'âge de 53 ans, madame John Irwins, née Marie Hayes; cet événement a causé une douloureuse impression dans notre localité. Mme Hayes laisse un époux et une fille pour la pleurer.

Le *Pionnier*, Napoléonville, paroisse Assomption, du 17 avril:

Le bayou, après avoir monté de quelques pieds, est resté stationnaire.

—Les remorqueurs "Aspinwall" et "Corsair" ont été très occupés, cette semaine, à transporter du charbon, le long du bayou Lafourche, pour les besoins de nos planteurs.

Le *Temps* du 5 avril:

La particularité la plus saillante des élections d'hier est l'absence totale de candidatures de droite; cette abdication d'un parti auquel des sources inattendues avaient donné un instant d'illusion et d'audace porte avec elle sa moralité; elle constitue en effet un aveu d'impuissance tout à fait rassurant pour l'avenir de la forme républicaine; les réactionnaires avaient bénéficié au 4 octobre d'un concours de circonstances qu'ils avaient habilement exploités bien plus contre le gouvernement que contre la République; du jour où ils ont paru s'en prendre au régime lui-même, les électeurs les ont résolument mis de côté. Cette leçon aura eu, du moins, ce fruit: On le verrait à voir la tactique nouvelle adoptée par l'opposition dite conservatrice; elle ne s'est pas bornée en chef à démoraciser son programme, elle a démoralisé ses candidats, en d'autres termes elle a poussé ses voix à ceux des candidats républicains qui lui paraissaient présenter le plus de garanties au point de vue de la modération des opinions; c'est là une tactique assez nouvelle qu'il ne nous est pas possible de ne pas préférer à celle qui a pour but de tirer le bien de l'excès du mal; si elle est pratiquée sans arrière-pensée, avec la résolution de sacrifier des affections platoniques à des intérêts réels et pressants, si, en un mot, les électeurs qui nous sourient avant coupé le câble entre la raison conservatrice et la folie royaliste, c'est-à-dire révolutionnaire, il pourra en résulter pour le pays une grande lumière et un grand bien.

C'est là au fond le seul intérêt du scrutin d'hier; dans l'Aisne, où le phénomène que nous venons de décrire a pu être le plus aisément observé, il a assuré le succès du candidat du centre gauche, M. Sebline, dont les opinions protectionnistes ont eu d'ailleurs au préfet de l'Aisne dans l'affaire; comme c'est la première fois peut-être que les conservateurs savent et veulent l'être avec la République, les républicains, auxquels on a donné trop de raison de se mêler, se sont divisés et beaucoup ont voté pour une candidature absolument dégagée de tout alliage, mais ils deviendront de plus en plus traitables si leurs adversaires d'hier montrent par des témoignages répétés qu'ils sont les amis sincères de demain.

L'esprit du département de Seine-et-Oise, tel qu'il nous a été révélé le 4 octobre, est sensiblement différent; il est clair que le seul moyen d'y faire échec au parti radical est de voter pour l'opportuniste; la candidature libérale pouvait donc sembler au moins inutile; elle n'a du moins pas été nuisible, grâce à la majorité relative obtenue par M. Maze au premier tour, mais il eût été plus politique, de la part des partisans républicains de M. Sainte-Beuve, de substituer leurs voix à celles de M. Herve dans le vote du second tour, car la nomination certaine de M. Maze, au lieu d'être le produit d'une coalition, aurait constitué une victoire caractéristique du parti modéré.

Peu de chose à dire de l'élection de l'Yvonne, sauf cependant que, si le candidat le plus radical a la majorité relative, son concurrent moins accentué aura la majorité absolue au scrutin de ballottage à la condition que ses émules veuillent bien consentir, comme nous n'en voulons pas douter, à se retirer d'abord et à faire campagne ensuite à son profit.

En résumé, mouvement des conservateurs vers la République et des radicaux vers la modération, telle est, dans ses grandes lignes, la journée électorale du 4 avril; elle ne saurait être, on l'avouera, d'un meilleur augure pour l'avenir de la cause que nous défendons ici.

Dépêches particulières du *Temps*:

Berlin, 6 avril, 8 h. 30.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie un article dont le but est d'atténuer la portée du discours prononcé par M. de Bismarck dans la discussion sur le monopole. La *Gazette* dit que le chancelier n'a pas eu la pensée de désigner comme une ennemie la nation française, avec laquelle l'Allemagne vit en paix: il a simplement voulu attirer l'attention de tous les gouvernements sur les dangers qu'ils pourraient courir s'ils ne réprimaient pas les menées des socialistes révolutionnaires.

Madrid, 5 avril, 10 h. 15.

Depuis la Restauration, les républicains n'avaient pas eu d'aussi formidables minorités.

MM. Canovas, Romero Robledo, Lopez Dominguez, Castelar, Marteros Rios et Pi y Margall sont élus dans les provinces.

La tranquillité n'a été troublée nulle part.

Madrid, 6 avril, 9 heures;

La majorité ministérielle se composera d'environ 310 députés. Dans ce nombre, il y a 230 partisans de M. Sagasta, 30 démocrates de la nuance de MM. Martos, Moret, Beranger, Montero Rios; 50 centralistes comme MM. Alonzo Martinez et Vega de Armijo.

L'opposition se compose de 63 conservateurs orthodoxes (Canovas, Toreno, Villaverde, Elduayen), de 12 conservateurs dissidents (Romero Robledo), de 9 membres de la gauche dynastique (Lopez Dominguez, Becerra), de 2 carlistes élus à Estella et Azpeitia, de 9 républicains possibilistes (Castelar, Calzado), et de 18 députés de la coalition républicaine (Salmeron, Pi y Margall). Avec les élus des colonies, l'opposition comptera environ 120 membres.

Madrid, 7 avril, 9 h. 30.

A propos de l'insurrection de certaines tribus marocaines, *El Imparcial*, qui passe pour refléter l'opinion du gouvernement espagnol, suggère l'idée d'une conférence qui se réunirait à Madrid pour mettre l'indépendance du Maroc sous la protection des puissances.

*El Imparcial* ne cache pas les inquiétudes que lui donne une intervention française possible, puisque le théâtre des événements est sur la frontière algérienne; il reconnaît cependant que, jusqu'à présent, l'attitude des autorités françaises a été très correcte et que la neutralité la plus absolue a été observée par elles.

Madrid, 7 avril, 9 h. 10.

Les élections à Cuba ont donné 11 députés ministériels, 6 autonomistes républicains; à Porto-Rico on a élu 8 ministériels et 4 autonomistes républicains.

Quelques jours après la mort de Mme la comtesse de Chambord, le *Gaulois* publiait une lettre de la comtesse Olga Pappi. Mme Olga Pappi affirmait que la comtesse de Chambord, dont elle avait été la dame d'honneur, reconnaissait "le comte de Paris pour son roi". Des réserves avaient été immédiatement formulées par le *Journal de Paris*, organe du parti des "alfonsistes d'Espagne", par le *Monde* et par l'*Univers*. Le *Gaulois* a, du reste, été, à la lettre suivante:

Gortz 3 avril.

Monsieur,

A ma grande surprise je lis dans le *Gaulois* du 1er avril une lettre qui vous aurait été adressée et qui m'est attribuée. Je la déclare fausse. Je ne l'ai jamais écrite.

Je vous prie, monsieur le rédacteur en chef, de vouloir bien faire insérer cette déclaration dans votre prochain numéro.

Veuillez recevoir, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé: Comtesse Olga Pappi.

L'*Univers* avait déjà publié cette même lettre dans son numéro du 6 avril. Le *Gaulois* reconnaît qu'il a été victime d'une mystification. La lettre qu'il a reçue était datée du palais Lanthieri.


PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vendu gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix.
Livraison à domicile 8 nov—1mPP

Avis.

La raison sociale BAUMANN & JUNG est dissoute d'un commun accord, à partir de ce jour. L. E. Jung continuera les affaires et assumera toutes les obligations de la maison.
E. BAUMANN,
L. E. JUNG.
M. Emile Baumann sollicite pour M. L. E. Jung la continuation du patronage de ses amis.
21 avril—1em

CONSULAT DE FRANCE
—A—
LA NOUVELLE-ORLÉANS,
BUREAUX 195 RUE GRAVIER.
Ouverts de 10 h. du matin à 3 h. P. M.
Des renseignements sont demandés sur les personnes dont les noms suivent.
En cas de décès ou d'absence, leurs amis sont priés d'en donner avis au Consulat.
1er Avril 1886.

| | |
|---|---|
| Allemand Gabriel | Dégé Jean Pierre |
| Aonéille Cyrille Jean Marie | Duron Raymond |
| Bragard Emile Maurice Eugène | Escomba Alphonse |
| Bartendier Alexis | Etienne Séraphin |
| Bourbon famille | Fauré Jean Marie |
| Bolloan Charles | Feste Ernest |
| Clouzet Jean Marie et Alexandre | Freyder Jean Baptiste |
| Cassagne Gabriel | Fromigué Mile |
| Castex Joseph | Ferré Auguste |
| Cerciat Bertrande | Grizard François |
| Courrier Mme née Lacaze | Gumbelet Dr |
| Dodez Alexandre | Hourné Jean |
| Dernier Gaspard | Hauck Clem. Pierce |
| Dallest Jean Victor Madeleine | Molinié Antoine |
| Brussel Michel famille | Moures Jean |
| Dauvergne Mme née Adélo Renard. | Miron Jean |
| Dugueurd George Clé-ment | Pellmann Dominique |
| | Poraulier Mme |
| | Rouzaud Hipp'e Jean |
| | Paul |
| | Tapissier Léon Joseph |
| | Tallarne Eusèbe Eugène |
| | Viallie |

LETTRES.

Quilot David
Rouillet

M. TRUY,
Consul Suppléant Gérant.

MERCHANTS, BANKERS AND MANUFACTURERS SHOULD READ
BRADSTREET'S
A WEEKLY JOURNAL OF TRADE, FINANCE AND PRIVATE ECONOMY.
*Sixteen Pages Every Saturday.*
*Oftentimes Twenty Pages. Sometimes Twenty-four Pages.*
*FIVE DOLLARS A YEAR.*
THE BRADSTREET COMPANY.
Business Established 1849—Incorporated 1876.
CAPITAL AND SURPLUS, $1,400,